

60 – AUTORISATION À MONSIEUR LE MAIRE DE SIGNER UNE CONVENTION ANNUELLE DE PARTENARIAT FINANCIER ENTRE LA COMMUNE ET LE COMITÉ D’ACTION SOCIALE (C.A.S.)

Monsieur le Maire rappelle la délibération n°41 du 11 avril 2019 par laquelle il a été décidé de verser au Comité d’Actions Sociales (C.A.S) une subvention de 22 000 euros (vingt-deux mille euros).

L’article 1 du décret n°2001-495 du 6 juin 2001, pris pour l’application de l’article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques, mentionne

L’obligation de conclure une convention, prévue par le troisième alinéa de l’article 10 de la loi du 12 avril 2000 susvisée, s’applique aux subventions dont le montant annuel dépasse la somme de 23 000 euros.

L’article 2 du décret susvisé mentionne

L’obligation de dépôt prévue par le sixième alinéa de l’article 10 de la loi du 12 avril 2000 susvisée s’applique aux subventions dont le montant annuel dépasse la somme de 153 000 euros.

Monsieur le Maire donne lecture de la convention jointe en annexe et demande au conseil municipal :

- de l’autoriser à signer la convention précitée.